



DOCUMENT ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

**SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SOMME**

Prestation d'Assistance à la maintenance Système et réseau.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : CONTEXTE.....	3
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 : PROCEDURE DE PASSATION	3
ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 5 : VARIANTES.....	3
ARTICLE 6 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
ARTICLE 7 : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE	3
ARTICLE 8 : CONSTITUTION DE L'OFFRE.....	4
<u>8.1 : Présentation des offres</u>	4
<u>8.2 : Conditions d'envoi et de remise des offres</u>	4
ARTICLE 9 : DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES	4
ARTICLE 10 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	4
ARTICLE 11 : CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES.....	4
ARTICLE 12 : CRITERES DE CHOIX.....	5
ARTICLE 13 : PRIX.....	5
ARTICLE 14 : PENALITES.	5
ARTICLE 15 : MODE DE REGLEMENT.....	5
<u>15.1 : Présentation des demandes de paiements</u>	5
<u>15.2 : Comptable public assignataire</u>	6
<u>15.3 : Mode de règlement</u>	6
<u>15.4 : Echelonnement</u>	6
ARTICLE 16 : DESIGNATION DU REPRESENTANT LEGAL	6
ARTICLE 17 : CONDITIONS DE RESILIATION.....	6
ARTICLE 18 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE	6
ARTICLE 19 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	6
ARTICLE 20 : PROCEDURES DE RECOURS.....	6
ARTICLE 21 : PRESENTATION DE LA REPONSE	7
ARTICLE 22 : LES PRESTATIONS ATTENDUES	7
<u>22.1 Généralités</u>	7
<u>22.2 Périmètre d'interventions pour le système</u>	7
<u>22.3 Périmètre d'intervention pour le réseau</u>	7

ARTICLE 1 : CONTEXTE

Le SDIS de la Somme exploite une infrastructure Windows/VmWare pour la partie administrative de son activité. Son réseau interne s'appuie majoritairement sur du matériel Cisco.

Le SDIS souhaite contractualiser avec des entreprises expertes sur ces deux domaines pour un volume de 20 jours/an répartis de manière discrétionnaire entre le réseau et le système.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet une prestation d'assistance technique dans le domaine de l'informatique.

ARTICLE 3 : PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon la procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

Les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande passé en application de l'article 77 du Code des marchés publics (décret n° 2006.975 modifié du 1^{er} août 2006).

ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE

Le marché sera conclu jusqu'au 31 décembre 2016. Il sera éventuellement reconduit trois fois par année civile pour s'achever au plus tard le 31 décembre 2019. L'éventuelle dénonciation est réservée au SDIS de la Somme et sera effectuée par lettre recommandée AR émises par le SDIS au plus tard un mois avant le terme.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les 3 soumissionnaires les mieux-disants, le prix ainsi que la proposition technique.

ARTICLE 5 : VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 6 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS les pièces du dossier se constituent comme suit :

- Le devis ou la proposition de contrat,
- Le présent document administratif et technique (DAT),
- Le document mémoire établi par le soumissionnaire,
- Le Code des marchés publics,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS),

ARTICLE 7 : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés en la matière ; dans le cas contraire, fournir une déclaration sur l'honneur ;
- Un document relatif aux pouvoirs de la personne ou des personnes habilitées à engager la société ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles,
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du code des marchés publics concernant les interdictions de soumissionner ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;

- La présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Les formulaires DC 1, 2, NOTI 1 et 2 sont acceptés et disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

ARTICLE 8 : CONSTITUTION DE L'OFFRE

8.1 : Présentation des offres

Le dossier de consultation est remis gratuitement aux candidats. Il se compose du présent Document Administratif et Technique.

Les propositions des candidats seront entièrement rédigées en langue française. Le soumissionnaire est informé que l'établissement public souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire suivante : l'euro.

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté contenant :

- Les pièces énumérées à l'article 7 « justificatifs à produire »,
- Le devis ou la proposition de prix, **paraphé(s), daté(s) et signé(s)**,
- Le présent Document Administratif et Technique (D.A.T.) **paraphé, daté et signé**,
- Le document mémoire (demandé à l'article 21 du présent D.A.T.).

8.2 : Conditions d'envoi et de remise des offres

L'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

**SDIS de la SOMME
Groupement Logistique - Service Infrastructures
7 Allée du Bicêtre – BP 2606
80 026 AMIENS Cedex 1**

PRESTATION D'ASSISTANCE A LA MAINTENANCE SYSTEME ET RESEAU

Ne Pas Ouvrir

Les offres devront être :

- soit transmises en recommandé avec accusé de réception,
- soit remises à l'adresse ci-dessus, contre récépissé.

Les offres devront parvenir avant la date et l'heure limites fixées à l'article 9 du présent DAT.

ARTICLE 9 : DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES

Les date et heure limites de réception des offres sont fixées **au vendredi 4 décembre 2015 à 12h00**.

ARTICLE 10 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai pendant lequel le soumissionnaire reste engagé par son offre est de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 11 : CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

Conformité des candidatures au regard des justificatifs demandés à l'article 7 du présent DAT.

ARTICLE 12 : CRITERES DE CHOIX

Le choix sera opéré sur la base des critères de choix pondérés de la manière suivante :

- Valeur Technique : 75% jugée à partir des éléments suivants : la pertinence de l'offre (adéquation des domaines d'expertises du soumissionnaire aux besoins du SDIS 30%), la présentation (10%), le profil des intervenants (35%)
- Prix : 25%

ARTICLE 13 : PRIX

Le soumissionnaire devra indiquer clairement le coût de la journée selon le niveau de prestataire ainsi que les frais de déplacement. Il devra également transmettre la tarification des interventions en dehors des heures ouvrées, ainsi que les plages horaires considérées comme ouvrées. De plus, si les appels hotline sont facturés, il devra être précisé de quelles manières ses appels hotline sont comptabilisés.

Par ailleurs, les prix seront révisés à chaque reconduction selon la formule édictée ci-après :

$$P = P_o (0,15 + (0,85 \times S_y / S_o))$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P_o = Prix à la date de remise des offres

S_y = Indice SYNTEC à la date d'exécution

S_o = Indice SYNTEC du mois M_o ou mois de remise des offres

ARTICLE 14 : PENALITES.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, des pénalités calculées selon la formule suivante sont appliquées sans mise en demeure :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

P = pénalités

V = montant total du marché

R = nombre de jours de retard au calendrier

ARTICLE 15 : MODE DE REGLEMENT

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 10, 11 et 12 du CCAG-FCS.

15.1 : Présentation des demandes de paiements

Les factures afférentes à chaque prestation seront établies en un original et 1 copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il a été présenté dans l'offre,
- le numéro du marché,
- la prestation réalisée,
- le montant hors taxe de la prestation en question,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées,
- la date de facturation.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME
Groupeement Juridique et financier
Service Finances
7 Allée du Bicêtre
BP 2606
80 026 Amiens cedex 1

15.2 : Comptable public assignataire

Le comptable public assignataire est :

MONSIEUR LE PAYEUR DEPARTEMENTAL DE LA SOMME
27, rue de l'Amiral Courbet
80 010 Amiens

15.3 : Mode de règlement

Les prestations seront payées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur.
Le délai global de paiement est de 30 jours.

15.4 : Echelonnement

Les factures seront adressées à l'issue de chaque visite de préventive, où dès lors qu'une intervention aura été demandée par le Sdis80.

ARTICLE 16 : DESIGNATION DU REPRESENTANT LEGAL

Le représentant légal du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme est Monsieur le Président du Conseil d'Administration, pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 17 : CONDITIONS DE RESILIATION

Seules les stipulations du CCAG-FCS relatives à la résiliation du marché sont applicables.

ARTICLE 18 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige, seul le droit français est applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.
L'unité monétaire choisie pour le marché est l'Euro.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal

ARTICLE 19 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus auprès du :
Service Systèmes d'Information – Mr Olivier DEVIN- Tél : 03.64.46.16.12

ARTICLE 20 : PROCEDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures des recours : Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80 011 Amiens Cedex 01 ; Téléphone : 03 22 33 61 70 ; Télécopie : 03 22 33 61 71 ; Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus : Greffe du Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80 011 Amiens Cedex 01 ; Téléphone : 03 22 33 61 70 ; Télécopie : 03 22 33 61 71 ; Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

ARTICLE 21 : PRESENTATION DE LA REPONSE

Tous les documents inhérents au marché doivent être rédigés en Français.

Le soumissionnaire devra présenter un document mémoire le plus exhaustif possible pour étayer son offre. Le mémoire devra obligatoirement faire apparaître les consultants qui interviendront au SDIS80. Leur profil devra être clairement énoncé, ainsi que les missions qu'ils auront déjà assumées à la date du début de la prestation pour le SDIS80.

ARTICLE 22 : LES PRESTATIONS ATTENDUES

22.1 Généralités

Le Sdis80 établira en début d'année, avec le soumissionnaire, un calendrier prévisionnel des interventions préventives, qui auront lieu tous les deux mois.

Le Sdis80 devra pouvoir appeler la hotline du soumissionnaire afin de déclarer un incident, ou pour faire une demande d'assistance. Le Sdis80 est seul juge de l'urgence de la demande. Le soumissionnaire mettra en œuvre toutes les actions nécessaires pour apporter une action corrective, ou pour délivrer un conseil si telle est la demande. Si la demande est qualifiée comme urgente, l'intervention du soumissionnaire devra intervenir dans un délai de 48 heures, en jours ouvrés. Le soumissionnaire doit disposer d'une astreinte qui pourra être contactée 24h/24h 7j/7j. Le soumissionnaire s'impose une obligation de conseil et d'alerte en cas de risque potentiel sur son l'infrastructure du Sdis80 (faillie d'exploitation, problème de service pack,...)

22.2 Périmètre d'interventions pour le système

Le Sdis80 est majoritairement basé sur des systèmes Windows (serveurs 2k8 en majorité, quelques 2k3, en cours de migration vers 2k12 R2). Le Sdis80 exploite une ferme de serveurs Dell qui héberge une solution VmWare en 5.0. Les utilisateurs accèdent au système via un bureau publié sous RDP, ou directement via une authentification sur le réseau depuis un pc/portable/client léger. La messagerie exploitée est Exchange 2010 avec une expérimentation vers Office 365. Les téléphones des cadres sont connectés à cette messagerie et utilisent aujourd'hui sur WindowsPhone.

La supervision est assurée par une appliance Exosec virtualisée.

La sécurité est assurée par une appliance Barracuda et une solution TrendMicro.

La sauvegarde est confiée au logiciel TimeNavigator.

Le filtrage URL est assuré par Olfeo.

22.3 Périmètre d'intervention pour le réseau

Le Sdis80 exploite un réseau basé sur des switchs Cisco. Le Sdis80 est ouvert sur l'extérieur au travers d'un reverse proxy libre et d'un firewall PaloAlto (le soumissionnaire devra impérativement avoir des compétences en interne sur cette appliance). Un maillage de bornes Wifi est déployé au sein de la direction, et un portail destiné aux visiteurs est disponible. Deux connexions VPN sont disponibles, une pour l'astreinte du Sdis80, l'autre destinée au soumissionnaire pour agir à distance. Le Sdis 80 utilise la téléphonie IP, au travers de deux autocommutateurs Alcatel Oxe. Le réseau est particulièrement sensible car il est interconnecté au réseau opérationnel.

Amiens, le 12 NOV. 2015

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Départemental Adjoint (par intérim)



Lt-Colonel Olivier PEYCRU